

S1-1152F
D
CONSULTATION SEULEMENT

CAISI
1952

RAPPORT DU
SECRÉTAIRE D'ÉTAT
DU CANADA

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE
LE 31 MARS 1952



EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
IMPRIMEUR DE LA REINE ET CONTRÔLEUR DE LA PAPETERIE
OTTAWA, 1952

Prix, 10 cents

P.G. - BIBLIOTHEQUE
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

RAPPORT DU
SECRÉTAIRE D'ÉTAT
DU CANADA

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE
LE 31 MARS 1952



EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
IMPRIMEUR DE LA REINE ET CONTRÔLEUR DE LA PAPETERIE
OTTAWA, 1952

P.G. - BIBLIOTHÈQUE
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

A Son Excellence le très honorable Vincent Massey, C.H., Gouverneur général et commandant en chef du Canada.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur de présenter ci-joint à Votre Excellence le rapport du secrétariat d'État portant sur les douze mois terminés le 31 mars 1952.

J'ai l'honneur d'être,
de Votre Excellence,
le très obéissant serviteur,
Le secrétaire d'État,

F. GORDON BRADLEY.

OTTAWA, le 1^{er} avril 1952.

A l'honorable F. GORDON BRADLEY, Q.C.,
Secrétaire d'État du Canada.

MONSIEUR LE MINISTRE,—J'ai l'honneur de vous soumettre ci-joint mon rapport sur les travaux du secrétariat d'État pendant l'année financière terminée le 31 mars 1952.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

Le sous-secrétaire d'État,

C. STEIN

OTTAWA, le 1^{er} avril 1952.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Division de l'information.....	5
Division spéciale.....	7
Division des compagnies.....	8
Division de l'enregistrement.....	10
Bureau des traductions.....	18
Division des marques de commerce.....	20
Bureau des brevets et des droits d'auteur.....	22

RAPPORT
DU
SECRÉTAIRE D'ÉTAT DU CANADA
DIVISION DE L'INFORMATION

SECTION DE LA CORRESPONDANCE—SECTION DES RECOURS EN
GRÂCE

GÉNÉRALITÉS

Le chapitre 189 des Statuts révisés du Canada, 1927, intitulé: "Loi concernant le ministère du secrétaire d'État", prescrit que le secrétaire d'État est chargé de la correspondance d'État, a la garde de toutes les archives et de tous les documents officiels qui ne sont pas spécialement transférés à d'autres ministères et remplit les autres fonctions que le Gouverneur en conseil lui assigne de temps à autre.

SECTION DE LA CORRESPONDANCE

La Section de la correspondance s'occupe de la correspondance générale du Ministère, ainsi que de la correspondance officielle du gouvernement fédéral avec les gouvernements provinciaux; elle applique également la Loi des chambres de commerce, la Loi des unions ouvrières et la Loi de tempérance du Canada. Le résumé ci-dessous donne une idée du travail accompli en ce qui concerne l'application desdites lois.

Loi des chambres de commerce

Nouvelles constitutions en corporation.....	15
Changements de nom.....	7
Modifications aux règlements.....	5

Loi des unions ouvrières

Modifications aux règlements.....	3
Nouveaux enregistrements.....	2

Toutes les chambres de commerce constituées en corporation et tous les syndicats enregistrés déposent un rapport annuel auprès de la Section de la correspondance, qui en fait l'examen.

Loi de tempérance du Canada

Le 26 novembre 1951, le comté de Peel, province d'Ontario, était appelé à voter au sujet de l'adoption d'une pétition demandant l'abrogation de l'arrêté en conseil qui mettait en application dans ledit comté la Partie II de la Loi de tempérance du Canada. Le nombre total de votes enregistrés en faveur de l'abrogation était de 9,794, contre l'abrogation, de 7,110. En conséquence, l'arrêté en conseil C.P. 6851 du 19 décembre 1951 a été adopté en remplacement de l'arrêté en conseil C.P. 1060 du 18 avril 1914 qui mettait en application la Partie II de ladite loi dans le comté de Peel. Cet arrêté en conseil porte que la Partie II de ladite loi ne s'applique plus audit comté à partir de la date de publication de l'arrêté en conseil dans la *Gazette du Canada* le 29 décembre 1951.

La Partie II de la Loi de tempérance reste en vigueur dans les comtés de Perth et Huron, dans la province d'Ontario.

RAPPORT ANNUEL.—La Section de la correspondance est également chargée de la rédaction du rapport annuel du Ministère.

TRIBUNAL D'APPEL DU DROIT D'AUTEUR.—La Division de l'information et la Division de l'enregistrement se sont partagé la besogne du secrétariat du Tribunal d'appel du droit d'auteur. Le Tribunal a tenu une audience intérimaire le 23 novembre 1951 et des audiences publiques les 20, 21 et 22 décembre 1951, ainsi que les 21, 22, 23, 24 et 25 janvier 1952.

La Division de l'information a aidé la Division spéciale à préparer diverses visites de hauts personnages étrangers et des réceptions d'État.

SECTION DES RECOURS EN GRÂCE

La Loi des libérations conditionnelles est appliquée conjointement par le ministère de la Justice et la Section des recours en grâce de la Division de l'information.

L'examen des dossiers et la préparation des propositions concernant les requêtes en vertu de l'exercice de la prérogative royale du pardon sont confiés au ministère de la Justice. Le secrétaire d'État, conformément aux prescriptions de la loi, communique la décision de Son Excellence aux autorités compétentes et aux intéressés.

Voici les causes criminelles, autres que celles impliquant la peine capitale, dont la Section des recours en grâce du Ministère s'est occupée durant l'année judiciaire close le 31 mars 1952.

Libérations conditionnelles.....	773
Mises en liberté absolue.....	151
Déportations.....	16
Libérations conditionnelles provisoires.....	63
Mises en liberté conditionnelle.....	24
Réductions d'amende.....	1
Remises d'amende.....	2
Sentences réduites.....	2
Remises de peine.....	8
Réductions de peine.....	27
Mises en liberté provisoire.....	55
Commutations.....	4
Exemptions de l'obligation de faire acte de présence...	14
Libérations conditionnelles spéciales.....	62
Divers.....	21
Total.....	1,223
Non-interventions.....	1,498
Total.....	2,721

CONDAMNATIONS À LA PEINE CAPITALE

La Section des recours en grâce, en collaboration avec le ministère de la Justice, s'est occupée de seize condamnations à la peine capitale. Le rapport du juge et les dépositions dans ces cas sont adressés au secrétaire d'État qui communique les décisions du Gouverneur général concernant l'exécution de la sentence aux autorités intéressées.

Sur les 16 cas mentionnés, la peine capitale a été maintenue dans 8 cas; il y a eu 3 commutations et un nouveau procès a été accordé dans 5 autres cas.

DIVISION SPÉCIALE

La fin de l'année financière a marqué l'achèvement de la première année complète d'activité de la Division spéciale, établie en décembre 1950 pour s'occuper du protocole intérieur, de l'hospitalité officielle et d'autres questions connexes.

L'année a vu des événements remarquables auxquels la Division spéciale a participé:

1. Le président de la République française et M^{me} Vincent Auriol ont visité Ottawa le 5 avril, Toronto le 6 avril, Québec le 7 avril et Montréal les 8 et 9 avril 1951. La Division a mis à exécution les dispositions arrêtées par un comité interministériel, où elle était représentée et dont le président était M. Léon Mayrand, alors sous-secrétaire d'État adjoint aux Affaires extérieures.

2. La Division spéciale a aidé le ministère du Commerce à prendre les dispositions nécessaires en vue d'un déjeuner donné par le ministre du Commerce à l'occasion de l'ouverture de la Foire commerciale internationale du Canada à Toronto le 28 mai 1951.

3. Pour préparer la visite de Leurs Altesses royales la princesse Elizabeth et le duc d'Édimbourg, un comité interministériel a été établi sous la présidence du sous-secrétaire d'État et sous la direction d'un comité du cabinet composé du secrétaire d'État et du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. La Division spéciale s'est chargée de travaux de détail et de bureau pour le compte du comité interministériel qui a tenu sa première réunion le 5 juillet.

4. Le très hon. Winston Churchill, premier ministre du Royaume-Uni, a visité Ottawa du 11 au 15 janvier 1952. La Division spéciale a été chargée des dispositions nécessaires en vue d'un dîner donné en l'honneur de M. Churchill par le premier ministre du Canada le 14 janvier.

5. La Division spéciale a arrêté les formalités du départ d'Ottawa, le 16 février 1952, de lord et de lady Alexander au terme du mandat de gouverneur général de lord Alexander. Conformément à la tradition, il a été escorté jusqu'à Halifax par le sous-secrétaire d'État, et un train spécial a été fourni pour transporter le gouverneur général sortant de charge et sa suite depuis la capitale jusqu'à Halifax. Des dispositions ont aussi été prises en vue du dîner d'adieu donné en l'honneur de lord et de lady Alexander par le premier ministre du Canada et M^{me} St-Laurent, le mardi 5 février.

6. Le lendemain, 6 février, est parvenue la nouvelle de la mort soudaine de Sa Majesté le roi George VI. Une cérémonie nationale de deuil a eu lieu à l'édifice du Parlement, le vendredi 15 février.

7. Le nouveau gouverneur général, le très hon. Vincent Massey, C.H., a été conduit depuis sa demeure, à Port-Hope, jusqu'à la capitale par le secrétaire d'État. La cérémonie d'installation de Son Excellence a eu lieu selon toutes les formalités requises dans la Chambre du Sénat le jeudi 28 février.

DIVISION DES COMPAGNIES

Voici un résumé des travaux accomplis par la Division des compagnies au cours de l'année financière 1951-1952:

Le nombre des compagnies constituées en corporation pendant l'année close le 31 mars 1952 a été de 692, y compris 34 sociétés sans capital-actions, 116 ayant des actions privilégiées avec valeur au pair ainsi que des actions sans valeur nominale ou au pair, et 167 compagnies ayant seulement des actions sans valeur nominale. Le total du capital-actions des nouvelles compagnies ayant seulement des actions à valeur au pair s'établit à \$83,678,950. L'ensemble du capital-actions autorisé des compagnies ayant à la fois des actions privilégiées avec valeur au pair et des actions ordinaires ou autres sans valeur nominale ou au pair est de \$126,324,000 en actions privilégiées et de 14,242,720 actions sans valeur nominale ou au pair (prix global autorisé à la souscription: \$21,836,700). Le total des actions des compagnies n'ayant que des actions sans valeur nominale ou au pair est de 39,484,798, le prix global autorisé à la souscription étant de \$73,059,550. L'émission de ces actions sans valeur nominale ou au pair a été autorisée à divers prix, parfois au prix modique d'un dollar par action et parfois sans restriction quant au prix maximum.

Cinq cent quatre-vingt-treize compagnies existantes ont reçu des lettres patentes supplémentaires. De ce nombre, 232 ont augmenté de \$178,430,471 leur capital-actions, 81 ont ajouté à leur capital-actions \$59,211,100 d'actions privilégiées et 855,643 actions sans valeur nominale ou au pair, dont le prix global autorisé à la souscription était de \$8,252,175; et 41 ont augmenté leur capital-actions de 31,504,579 actions sans valeur nominale ou au pair (prix autorisé à la souscription: \$381,102,717.33); 49 compagnies ont diminué de \$37,373,369.67 leur capital autorisé; 37 compagnies ont retranché de leur capital-actions autorisé \$11,377,444 d'actions privilégiées et 19,755 actions sans valeur nominale ou au pair (prix global autorisé à la souscription: \$19,755); 5 ont retranché de leur capital-actions autorisé 534,128 actions sans valeur nominale ou au pair (prix global autorisé à la souscription: \$2,336,800) et 148 ont obtenu des lettres patentes supplémentaires pour diverses fins, comme le changement du nom de la raison sociale, l'extension des pouvoirs, etc.

Au cours de l'année financière, on a donc accordé au total 1,285 chartes ordinaires et supplémentaires. Le capital global des nouvelles sociétés plus les augmentations de capital des anciennes (y compris la valeur au pair des actions privilégiées et le prix de souscription des actions sans valeur nominale ou au pair) s'élève à \$931,895,663.

Conformément aux dispositions de la Partie IV de la Loi des compagnies, on a délivré à des compagnies minières étrangères 14 permis d'exploiter des gisements dans les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

Le nombre total de documents portés au registre au cours de l'année financière, en conformité des dispositions de l'article 66 de la Loi des compagnies, 1934, est de 129, et le montant global des obligations et débetures s'établit à \$266,233,675. Les actes inscrits au registre des hypothèques et des charges comprennent 4 actes de fiducie, 19 actes de fiducie et d'hypothèque, 19 actes d'hypothèque, de mort-gage et de nantissement, 28 actes supplémentaires de fiducie, 18 débetures ou séries de débetures sans acte de fiducie, 7 hypothèques, 34 mémoires d'acquiescement.

Pendant l'année financière close le 31 mars 1952, le nombre total des rapports déposés en vertu de l'article 121 de la Loi des compagnies, 1934, s'établit à

9,056. Sous le régime de l'article 29 de la Loi des compagnies, 1934, la Division a accordé au cours de l'année 157 certificats d'acceptation d'abandon de charte, et reçu 37 chartes renvoyées pour fin d'annulation. Elle a aussi reçu avis que 17 compagnies étaient en faillite ou en liquidation.

Au cours de l'année, 3,827 recherches ont été effectuées par la Section des raisons sociales de la Division des compagnies. De ce nombre, 2,313 avaient pour but de déterminer la disponibilité des noms proposés pour les compagnies cherchant à obtenir leur constitution en corporation sous l'empire de la Loi des compagnies, 1934, et les 1,514 autres recherches répondaient à des demandes de renseignements sur l'existence ou non de compagnies portant tels noms déterminés. À ce propos, on remarquera que la Division des compagnies conserve une liste complète des noms de toutes les compagnies canadiennes, que leur constitution en corporation ait eu lieu par lettres patentes fédérales ou provinciales, ou par une loi spéciale du Parlement ou de l'une ou l'autre des législatures provinciales.

DIVISION DE L'ENREGISTREMENT

La liste suivante donne le relevé des travaux effectués par la Division de l'enregistrement du 1^{er} avril 1951 au 31 mars 1952 inclusivement.

Documents	Grossoyés et dactylo- graphiés	Enregistrés
Certificats de chambre de commerce.....	—	15
Cautionnements.....	—	8
Chartes de constitution en corporation.....	—	678
Chartes supplémentaires.....	—	633
Chartes abandonnées et annulées.....	—	270
Commissions.....	194	194
Contrats, décharges, abandons.....	—	601
Expropriations de terrains.....	—	68
Concessions de terres.....	180	180
Lettres patentes d'annuités.....	3	3
Permis de bac et cession de ces permis.....	7	7
Lettres patentes (nomination de sénateurs).....	5	5
Procurations.....	14	14
Proclamations.....	43	43
Renonciations.....	324	324
Syndicats ouvriers.....	2	2
Brefs d'élection.....	—	7
Brefs de sursis (Loi d'extradition).....	—	8
	772	3,060

Au cours de l'année, la Division a établi 1,492 copies et certificats authentiques.

Elle a effectué un nombre considérable de travaux divers, comme la transcription à la dactylographie de cartes pour le fichier des compagnies, la correction d'épreuves, l'envoi de mémoires divers et de renseignements puisés dans les fiches et archives.

NOMINATIONS DE FONCTIONNAIRES DU 1^{er} AVRIL 1951 AU 31 MARS 1952

Nom	Charge	Date
Beaulne, Joseph-Charles-Léonard-Yvon.	Vice-consul du Canada en Italie.	8 mars 1951
Teakles, John McLaurin.	Consul du Canada en Italie.	8 mars 1951
Branscombe, Ralph Eugene.	Vice-Consul du Canada en Belgique.	8 mars 1951
Blais, Marcel.	Vice-consul du Canada en Grèce.	8 mars 1951
Mackenzie, Maxwell Weir.	Sous-ministre de la Production de défense.	1 ^{er} avril 1951
Mayrand, Léon.	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Canada au Chili.	15 mars 1951
Pickersgill, Norman Loris.	Membre <i>ad hoc</i> de la Commission canadienne des pensions.	1 ^{er} fév. 1951
Bull, William Frederick.	Sous-ministre du Commerce.	1 ^{er} avril 1951
Sharp, Mitchell William.	Sous-ministre associé du Commerce.	1 ^{er} avril 1951
Monet, Fabio.	Président de la Commission d'appel de l'impôt sur le revenu.	1 ^{er} avril 1951
Fordham, Reginald Sydney Walter.	Membre de la Commission d'appel de l'impôt sur le revenu.	1 ^{er} avril 1951
McCarter, J. Y.	Administrateur de la Société centrale d'hypothèques et de logement.	4 avril 1951
Perrault, J.-J.	Administrateur de la Société centrale d'hypothèques et de logement.	4 avril 1951
Howe, le très hon. Clarence Decatur.	Ministre de la Production de défense.	1 ^{er} avril 1951
Williamson, Kenneth Bryce.	Vice-consul du Canada en Tchécoslovaquie.	8 mars 1951
Dougan, John Alpine.	Vice-consul du Canada au Pérou.	15 mars 1951
McIlwraith, Kenneth Douglas.	Vice-consul du Canada en Suisse.	15 mars 1951
Hart, Albert Frederick.	Vice-consul du Canada en Pologne.	4 avril 1951
Walsh, l'hon. sir Albert.	Administrateur du gouvernement de la province de Terre-Neuve, du 10 au 31 mai 1951.	26 avril 1951
August, William Howard.	Membre <i>ad hoc</i> de la Commission canadienne des pensions.	1 ^{er} mai 1951
Hunter, Gordon Ward.	Administrateur de la Corporation commerciale canadienne.	12 avril 1951
Gordon, Crawford, fils.	Administrateur de la Corporation commerciale canadienne.	12 avril 1951
Hesler, Harold Gustave.	Administrateur de la Corporation commerciale canadienne.	12 avril 1951
Beaupré, Thomas-Norbert.	Administrateur de la Corporation commerciale canadienne.	12 avril 1951
Low, William Davidson.	Président de la Corporation commerciale canadienne.	12 avril 1951
Snell, Cyril Robert.	Administrateur de la Corporation commerciale canadienne.	12 avril 1951
Lukomskij, M.	Arpenteur fédéral.	5 mars 1951
Anderson, Lorne Louis.	Arpenteur fédéral.	5 mars 1951
Tweddell, Ian William.	Arpenteur fédéral.	5 mars 1951
Ralls, Arthur Herbert.	Arpenteur fédéral.	5 mars 1951
Pritchard, Hugh J.	Arpenteur fédéral.	5 mars 1951
Weir, Charles Henry.	Arpenteur fédéral.	5 mars 1951
Goldsworthy, Gordon John.	Arpenteur fédéral.	5 mars 1951
Sutherland, Daniel Rae.	Arpenteur fédéral.	5 mars 1951
Prinsep, Garnet F. F.	Arpenteur fédéral.	14 mai 1951
Alto, Roy Rudolph.	Juge de paix dans et pour les territoires du Nord-Ouest.	26 avril 1951
Garneau, Antonio.	Juge pûné de la Cour supérieure du district de Montréal, province de Québec.	19 avril 1951
Ferland, Charles-Édouard.	Juge pûné de la Cour supérieure du district de Montréal, province de Québec.	19 avril 1951
Robertson, l'hon. Robert Spelman.	Administrateur du gouvernement de la province d'Ontario, du 29 mai au 8 juin 1951.	10 mai 1951
Shrum, Dr Gordon Merritt.	Membre du Conseil de recherches pour la défense.	1 ^{er} avril 1951
Gordon, Dr Andrew Robertson.	Membre du Conseil de recherches pour la défense.	1 ^{er} avril 1951
Nicholson, Leonard Hanson.	Commissaire, Gendarmerie royale du Canada.	1 ^{er} mai 1951
Hunt, Leonard Arthur Charles Orgar.	Juge de paix dans et pour les territoires du Nord-Ouest.	16 mai 1951
Choquette, l'hon. Fernand.	Membre de la Commission de revision du Code criminel.	10 mai 1951
Martin, l'hon. W. M.	Président de la Commission de revision du Code criminel.	10 mai 1951
Forsyth, Son Honneur Robert.	Membre de la Commission de revision du Code criminel.	10 mai 1951
Moffatt, A. A.	Membre de la Commission de revision du Code criminel.	10 mai 1951
Wilson, Harry J.	Membre de la Commission de revision du Code criminel.	10 mai 1951
Bangs, L. G.	Arpenteur fédéral.	5 mars 1951
Nash, F. H.	Arpenteur fédéral.	5 mars 1951
Estey, l'hon. James Wilfred.	Sous-administrateur.	11 juin 1951
Locke, l'hon. Charles Holland.	Sous-administrateur.	11 juin 1951
Taschereau, l'hon. Robert.	Sous-administrateur.	11 juin 1951
Kellock, l'hon. Roy Lindsay.	Sous-administrateur.	11 juin 1951
Letson, le major-général Harry Farnham Germain.	Sous-administrateur.	11 juin 1951
Delaute, Joseph-François.	Sous-administrateur.	11 juin 1951
Brown, Kenneth Charles.	Vice-consul du Canada à Cuba.	24 mai 1951
Doull, l'hon. John.	Administrateur du gouvernement de la province de la Nouvelle-Ecosse durant la maladie du Lieutenant-gouverneur.	13 juin 1951
Anglin, l'hon. William Arthur Ives.	Juge de la Cour de divorce et des causes matrimoniales de la province du Nouveau-Brunswick.	11 juin 1951
Patterson, William John.	Lieutenant-gouverneur de la province de la Saskatchewan.	25 juin 1951
Latchford, John S.	Juge junior de la Cour de comté du comté de Wentworth, province d'Ontario.	11 juin 1951
Latchford, Son Honneur John S.	Juge local de la Haute Cour de justice de l'Ontario.	11 juin 1951
Stevenson, Alexander.	Juge de paix dans et pour les territoires du Nord-Ouest.	13 juin 1951
Cartwright, l'hon. John Robert.	Député du Gouverneur général.	7 juin 1951
Laplante, Jean-Paul.	Membre de la Commission canadienne des pensions.	1 ^{er} juin 1951
Cantley, James.	Juge de paix dans et pour les territoires du Nord-Ouest.	13 juin 1951
Sedgwick, Joseph.	Membre de la Commission de revision du Code criminel.	26 juin 1951
Strong, Berthold Irwin MacFarlane.	Juge de paix dans et pour le parc national Prince-Albert, Saskatchewan.	10 mai 1951
Martin, l'hon. William Melville.	Administrateur du gouvernement de la province de la Saskatchewan, du 10 juillet au 8 août 1951.	10 juil. 1951
Davies, Emlyn Llewelyn.	Vice-président du Conseil de recherches pour la défense.	1 ^{er} déc. 1950
Isley, le très hon. James L.	Administrateur du gouvernement de la province de la Nouvelle-Ecosse, du 19 au 22 juillet 1951.	19 juil. 1951

NOMINATIONS DE FONCTIONNAIRES DU 1^{er} AVRIL 1951 AU 31 MARS 1952—Suite

Nom	Charge	Date
Hunt, Leonard Arthur Charles Orgar	Préposé au recouvrement des petites créances pour le district de Mackenzie, territoires du Nord-Ouest.	10 juil. 1951
Martin, l'hon. William Melville	Administrateur du gouvernement de la province de la Saskatchewan, du 20 au 31 août 1951.	15 août 1951
Smith, l'hon. Sidney A.	Juge adjoint de la Cour de l'Échiquier du Canada.	1 ^{er} sept. 1951
Hyndman, l'hon. James Duncan	Juge adjoint de la Cour de l'Échiquier du Canada.	1 ^{er} sept. 1951
Dexter, William Eddison	Membre de la Commission canadienne des pensions.	11 juin 1951
Taylor, William Johnstone	Préposé au recouvrement des petites créances pour le district de Mackenzie, territoires du Nord-Ouest.	24 juil. 1951
Ilsley, le très hon. James Lorimer	Commissaire chargé, en vertu de la Partie I de la Loi des enquêtes, de faire enquête et rapport sur les réclamations résultant de la Deuxième Guerre mondiale.	31 juil. 1951
Gavsie, Charles	Sous-ministre du Revenu national pour l'impôt.	1 ^{er} août 1951
Davis, l'hon. Thomas Clayton	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Canada pour la République fédérale d'Allemagne.	19 juil. 1951
Maybank, Ralph	Juge de la Cour du Banc du Roi pour le Manitoba.	31 juil. 1951
Gauvin, Michel	Vice-consul du Canada en Turquie.	4 juil. 1951
Halbert, Harvey Woodland	Juge de paix dans et pour les territoires du Nord-Ouest.	29 août 1951
Judson, Wilfred	Juge de la Cour suprême d'Ontario et membre de la Haute Cour de justice pour l'Ontario et membre <i>ex officio</i> de la Cour d'appel d'Ontario.	5 sept. 1951
McLennan, James Laidlaw	Juge de la Cour suprême d'Ontario et membre de la Haute Cour de justice pour l'Ontario et membre <i>ex officio</i> de la Cour d'appel d'Ontario.	5 sept. 1951
MacDonald, John Ross	Juge de la Cour de district du district judiciaire d'Arcola, dans la province de la Saskatchewan.	31 juil. 1951
Hogg, Dr T. H., G. A. Gaherty, et le Dr John A. Widtsoe	Commissaires chargés, en vertu de la Partie I de la Loi des enquêtes, de faire enquête et rapport sur la possibilité de réaliser le projet de la rivière Saskatchewan-Sud.	24 août 1951
Bronson, Frederic Erskine	Membre du Conseil privé du Canada.	15 août 1951
Cliche, Joseph-Adrien-Louis-Philippe	Juge puné de la Cour supérieure des districts de St-François et de Bedford, province de Québec.	15 août 1951
Ste-Marie, Joseph-Hormisdas-Paul	Juge puné de la Cour supérieure des districts de Hull, Labelle et Pontiac, province de Québec.	15 août 1951
Carlisle, Mlle Frances May	Vice-consul du Canada au Mexique.	29 août 1951
Delisle, Jean-Louis	Consul du Canada aux États-Unis d'Amérique.	29 août 1951
Gilmour, Eric Herbert	Consul du Canada aux États-Unis d'Amérique.	5 sept. 1951
Moore, Victor Campbell	Vice-consul du Canada au Danemark.	12 sept. 1951
Klinkenberg, Hans	Arpenteur fédéral.	5 mars 1951
Timoschuk, Peter John	Arpenteur fédéral.	5 mars 1951
Lord, Arthur Edward	Juge de la Cour de comté de Vancouver, province de la Colombie-Britannique.	21 sept. 1951
Lord, Son Honneur Arthur Edward	Juge local de la Cour suprême de la Colombie-Britannique.	21 sept. 1951
McPherson, l'hon. E. A.	Administrateur du gouvernement de la province du Manitoba, du 17 au 28 octobre 1951.	13 oct. 1951
Hudon, Louis-Denis	Administrateur de la Corporation commerciale canadienne.	18 sept. 1951
Fraser, Frederick	Commissaire du territoire du Yukon.	15 oct. 1951
Taylor, K. W.	Administrateur de la Société centrale d'hypothèques et de logement.	20 juin 1951
Coyne, J. E.	Administrateur de la Société centrale d'hypothèques et de logement.	20 juin 1951
Young, Hugh Andrew	Administrateur de la Société centrale d'hypothèques et de logement.	20 juin 1951
Stewart, John William	Juge de paix dans et pour le territoire du Yukon.	17 oct. 1951
Lacroix, Cyrille-Edmond-Gérard	Juge puné de la Cour supérieure du district de Québec, province de Québec.	21 sept. 1951
Fortier, l'hon. Hyacinthe Adélaré	Juge puné de la Cour supérieure des districts de Hull, Labelle et Pontiac, province de Québec.	21 sept. 1951
Macdonald, James Scott	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Canada à la République fédérative de Yougoslavie.	26 sept. 1951
Nutt, James Sutcliffe	Vice-consul du Canada au Brésil.	12 sept. 1951
Coleman, Ephraim Herbert	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Canada au Brésil.	1 ^{er} nov. 1951
Lajoie, Marie-Joseph-Édouard-Léon	Juge puné de la Cour supérieure du district de Trois-Rivières, province de Québec.	21 sept. 1951
Gibson, Andrew Harold	Magistrat de police de Dawson, territoire du Yukon.	15 oct. 1951
Sime, William C.	Juge de paix dans et pour le territoire du Yukon.	9 oct. 1951
Montpetit, Joseph-Paul-André	Juge puné de la Cour supérieure du district de Montréal, province de Québec.	21 sept. 1951
Wolfe, Moses Jonathan	Vice-consul du Canada au Chili.	12 sept. 1951
Hardy, Christian	Vice-consul du Canada aux États-Unis d'Amérique.	12 sept. 1951
McLeod, Wilson Alexander	Magistrat stipendiaire dans et pour le parc national de Waterton-Lakes.	26 oct. 1951
Sloan, l'hon. Gordon McGregor	Administrateur du gouvernement de la province de la Colombie-Britannique, du 1 ^{er} au 7 décembre 1951.	15 nov. 1951
Christie, Kenneth J.	Commissaire chargé, en vertu de la Partie I de la Loi des enquêtes, de faire enquête et rapport sur les faits concernant le bornage de certaines régions des territoires du Nord-Ouest et du Yukon.	12 nov. 1951
McCabe, Eugene R.	Juge de paix dans et pour le territoire du Yukon.	12 nov. 1951
Holton, Donald Mackenzie	Vice-consul du Canada aux États-Unis d'Amérique.	12 sept. 1951
Kearney, John Doherty	Juge puné de la Cour de l'Échiquier du Canada.	1 ^{er} nov. 1951
Kearney, l'hon. John Doherty	Membre et commissaire en chef de la Commission des transports du Canada.	1 ^{er} nov. 1951
Brophy, Reginald McLaren	Administrateur de la Corporation commerciale canadienne.	20 nov. 1951
Fraser, Frederick	Registraire du district d'enregistrement des terres du Yukon.	20 nov. 1951

NOMINATIONS DE FONCTIONNAIRES DU 1^{er} AVRIL 1951 AU 31 MARS 1952—Suite

Nom	Charge	Date
Andrew, Arthur Julian.....	Consul du Canada en Allemagne.....	12 nov. 1951
Johnson, David Moffat.....	Représentant permanent du Canada auprès des Nations Unies..	5 oct. 1951
McNiven, John G.....	Juge de paix dans et pour les territoires du Nord-Ouest.....	22 nov. 1951
Rivett, Albert T.....	Juge de paix dans et pour les territoires du Nord-Ouest.....	22 nov. 1951
Wood, William MacKenzie.....	Vice-consul du Canada en Grèce.....	22 nov. 1951
Robertson, l'hon. Robert Spelman.....	Administrateur du gouvernement de la province d'Ontario, du 17 au 21 décembre 1951.	11 déc. 1951
Hall, l'hon. William L.....	Administrateur du gouvernement de la province de la Nouvelle-Écosse, du 9 au 23 décembre 1951.	9 déc. 1951
Sloan, l'hon. Gordon McGregor.....	Administrateur du gouvernement de la province de la Colombie-Britannique, du 7 au 27 janvier 1951.	29 déc. 1951
Robertson, l'hon. Robert Spelman.....	Administrateur du gouvernement de la province d'Ontario, du 15 janvier au 14 février 1951.	9 janv. 1952
Ross, John Earl Ratz.....	Membre canadien de la Commission de la frontière internationale.	19 déc. 1951
Mudge, le sergent suppléant Gerald Walmsley.....	Sous-inspecteur, Gendarmerie royale du Canada.....	1 ^{er} août 1951
Batty, le sergent Edgar Sidney Woods... Raybone, le sergent Stanley Edgar.....	Sous-inspecteur, Gendarmerie royale du Canada.....	1 ^{er} août 1951
Parsons, le sergent d'état-major.....	Sous-inspecteur, Gendarmerie royale du Canada.....	1 ^{er} août 1951
Defayette, le sergent d'état-major Louis-Eugène-Roméo.....	Sous-inspecteur, Gendarmerie royale du Canada.....	1 ^{er} août 1951
Bloxham, le sergent d'état-major Herbert Edward.....	Sous-inspecteur, Gendarmerie royale du Canada.....	1 ^{er} août 1951
Mertens, le sergent d'état-major Paul Marie Jean Henry Fernand.....	Sous-inspecteur, Gendarmerie royale du Canada.....	1 ^{er} août 1951
Jones, le sergent d'état-major Malcolm Ward.....	Sous-inspecteur, Gendarmerie royale du Canada.....	1 ^{er} août 1951
Kirkwood, Kenneth Porter.....	Haut commissaire du Canada au Pakistan.....	1 ^{er} nov. 1951
Grimmett, Frederick Kernahan.....	Juge de la Cour de comté de Westminster, province de la Colombie-Britannique.	28 déc. 1951
Grimmett, Son Honneur Frederick Kernahan.....	Juge local de la Cour suprême de la Colombie-Britannique.....	28 déc. 1951
Stiles, John Alexander.....	Consul du Canada au Venezuela.....	11 déc. 1951
Hughes, Gerald Francis George.....	Consul du Canada en Turquie.....	6 déc. 1951
McDonald, Angus Smith.....	Un de nos avocats très versé dans le droit.....	20 déc. 1951
Scott, Harry Albert.....	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Canada à Cuba.	24 nov. 1951
Kerwin, l'hon. Patrick.....	Sous-administrateur du gouvernement du Canada.....	28 janv. 1952
Letaon, le major-général Harry Farnham Germain.....	Sous-administrateur.....	28 janv. 1952
Delaute, Joseph-François.....	Sous-administrateur.....	28 janv. 1952
Taschereau, l'hon. Robert.....	Sous-administrateur du gouvernement du Canada.....	28 janv. 1952
Rand, l'hon. Ivan Cleveland.....	Sous-administrateur du gouvernement du Canada.....	28 janv. 1952
Speers, le sergent d'état-major suppléant Clarence Wesley.....	Sous-inspecteur, Gendarmerie royale du Canada.....	1 ^{er} août 1951
Mason-Rooke, le sergent d'état-major suppléant Andrew.....	Sous-inspecteur, Gendarmerie royale du Canada.....	1 ^{er} nov. 1951
Atherton, le sergent Joseph John.....	Sous-inspecteur, Gendarmerie royale du Canada.....	1 ^{er} nov. 1951
Ashley, le sergent George Herbert.....	Sous-inspecteur, Gendarmerie royale du Canada.....	1 ^{er} nov. 1951
Allard, le sergent d'état-major Joseph-Télesphore-Ernest-René.....	Sous-inspecteur, Gendarmerie royale du Canada.....	1 ^{er} nov. 1951
McNeil, le sergent-major Alexander Stirling.....	Sous-inspecteur, Gendarmerie royale du Canada.....	1 ^{er} nov. 1951
Roy, le sergent Joseph-Roméo.....	Sous-inspecteur, Gendarmerie royale du Canada.....	1 ^{er} nov. 1951
Broadbridge, Arthur Frederick.....	Consul du Canada, aux États-Unis d'Amérique.....	28 déc. 1951
Forman, John Murray.....	Membre <i>ad hoc</i> de la Commission canadienne des pensions.....	1 ^{er} fév. 1952
Pickersgill, Norman Loris.....	Membre <i>ad hoc</i> de la Commission canadienne des pensions.....	1 ^{er} fév. 1952
Saint-Pierre, Guillaume.....	Juge adjoint de la Cour de l'Échiquier du Canada.....	28 déc. 1951
Alexander de Tunis, le maréchal très honorable vicomte.....	Membre du Conseil privé du Canada.....	29 janv. 1952
Breithaupt, Louis Orville.....	Lieutenant-gouverneur de la province d'Ontario.....	18 fév. 1952
Carlisle, Mlle Frances May.....	Consul du Canada au Mexique.....	28 déc. 1951
Moore, Victor Campbell.....	Vice-consul du Canada en Allemagne.....	28 déc. 1951
Gibson, Hugh F.....	Commissaire chargé d'enquêter sur les accusations de favoritisme politique portées contre Robert S. Wise.	29 janv. 1952
Rinfret, l'hon. Gabriel-Édouard.....	Juge pûné de la Cour du Banc de la Reine pour la province de Québec.	13 fév. 1952
Campbell, l'hon. Thane A.....	Administrateur du gouvernement de la province de l'Île du Prince-Édouard, du 17 au 27 février 1952.	12 fév. 1952
MacGuigan, l'hon. Mark Rodolph.....	Administrateur du gouvernement de la province de l'Île du Prince-Édouard, du 28 février au 2 mars 1952.	12 fév. 1952
Robertson, l'hon. Robert Spelman.....	Administrateur du gouvernement de la province d'Ontario, du 15 au 17 février 1952.	12 fév. 1952
Massey, le très honorable Vincent.....	Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.....	1 ^{er} fév. 1952
Walsh, l'hon. sir Albert.....	Administrateur du gouvernement de la province de Terre-Neuve, du 2 mars au 5 avril 1952.	26 fév. 1952
Kerwin, l'hon. Patrick.....	Député du Gouverneur général.....	6 mars 1952
Monaghan, J. W. L.....	Arpenteur fédéral.....	5 mars 1952
Dunfield, sir Brian Edward Spencer.....	Administrateur du gouvernement de la province de Terre-Neuve, du 11 mars au 5 avril 1952.	11 mars 1952
Taschereau, l'hon. Robert.....	Député du Gouverneur général.....	6 mars 1952
Newman, Gerald Anderson.....	Consul du Canada aux États-Unis d'Amérique.....	21 janv. 1952
Butler, Bertram Charles.....	Consul du Canada aux États-Unis d'Amérique.....	1 ^{er} déc. 1951
Delaute, Joseph-François.....	Député du Gouverneur général.....	28 fév. 1952
Turgeon, William-Ferdinand-Alphonse.....	Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire au Portugal.....	20 janv. 1952

NOMINATIONS DE FONCTIONNAIRES DU 1^{er} AVRIL 1951 AU 31 MARS 1952—Fin

Nom	Charge	Date
Cairns, James Mitchell	Juge du tribunal de première instance de la Cour suprême d'Alberta et juge <i>ex officio</i> de la division d'appel de la même Cour.	4 mars 1952
Miller, le sergent George Henry	Sous-inspecteur, Gendarmerie royale du Canada	1 ^{er} nov. 1951
Milligan, le sergent d'état-major William	Sous-inspecteur, Gendarmerie royale du Canada	1 ^{er} nov. 1951
Moses, le gendarme spécial Daniel David	Sous-inspecteur, Gendarmerie royale du Canada	1 ^{er} nov. 1951
McFadden, Son Honneur Joseph Henry	Juge de la Cour de district du district judiciaire de Melville, province de la Saskatchewan.	31 juil. 1951
Rand, l'hon. Ivan Cleveland	Député du Gouverneur général	6 mars 1952
Estey, l'hon. James Wilfred	Député du Gouverneur général	6 mars 1952
Rimfret, le très hon. Thibaudeau	Député du Gouverneur général	6 mars 1952
Kellock, l'hon. Roy Lindsay	Député du Gouverneur général	6 mars 1952

UNIONS OUVRIÈRES ENREGISTRÉES EN VERTU DE LA LOI DES UNIONS OUVRIÈRES

Nom	Adresse	Date d'enregistrement
The Almagamated Workers' Union, unité locale 30	Kitchener (Ont.)	4 mai 1951
North Shore Guides Union	Campbellton (N.-B.)	21 août 1951

CHAMBRES DE COMMERCE ENREGISTRÉES EN VERTU DE LA LOI DES CHAMBRES DE COMMERCE

Nom	Adresse	Date d'enregistrement
Greater Fort Erie Chamber of Commerce	Fort-Erie (Ont.)	10 avril 1951
Boyle and District Board of Trade	Boyle (Alb.)	11 avril 1951
Goderich Junior Chamber of Commerce	Goderich (Ont.)	15 mai 1951
Chambre de Commerce de Squattek	Squattek (P.Q.)	23 mai 1951
The Dutton and Dunwich Chamber of Commerce	Dutton (Ont.)	11 juin 1951
Carstairs and Community Chamber of Commerce	Carstairs (Alb.)	3 juil. 1951
La Chambre de Commerce de St-Vincent-de-Paul (Île Jésus) Co. Laval	Saint-Vincent-de-Paul (P.Q.)	3 oct. 1951
The New Hamburg Board of Trade	New-Hamburg (Ont.)	26 oct. 1951
La Chambre de Commerce du district de Baie-Comeau	Baie-Comeau (P.Q.)	6 nov. 1951
Chambre de Commerce de St-Paul, Île-aux-Noix	Saint-Paul de l'Île-aux-Noix (P.Q.)	15 nov. 1951
The Grand Falls District Board of Trade	Grand-Falls (Ont.)	20 nov. 1951
La Chambre de commerce du district de Ste-Anne-de-Bellevue	Ste-Anne-de-Bellevue (P.Q.)	30 nov. 1951
Bracebridge Chamber of Commerce	Bracebridge (Ont.)	22 janv. 1952
Sturgeon Falls District Chamber of Commerce	Sturgeon-Falls (Ont.)	24 janv. 1952
Gronlid and District Board of Trade	Gronlid (Sask.)	26 fév. 1952

ÉTAT DÉTAILLÉ DES CAUTIONNEMENTS ET GARANTIES INSCRITS AU SECRÉTA-
RIAT D'ÉTAT DU CANADA DU 1^{er} AVRIL 1951 AU 31 MARS 1952, EN VERTU DE
L'ARTICLE 32 DU CHAPITRE 164 S.R.C. 1927 (LOI DES FONCTIONNAIRES
PUBLICS)

N° du cautionnement	Nom du cautionné	Charge ou titre	Nom des cautions	Adresse	Peine	Date du cautionnement
9397	Blue Water Ferry Company Inc.	Concessionnaire du service du bac.	The Canadian Surety Company.	Toronto (Ont.).....	\$ 4,000	21 mai 1951
9398	The Crystal Beach Transit Company, Incorporated.	Concessionnaire du service du bac.	Jacob H. Nagel..... William G. Athoe..	Crystal-Beach (Ont.) Ridgeway (Ont.)	5,000	1 ^{er} mai 1951
9399	Theodore Hans Kihl	Arpenteur fédéral...	Conrad Munro Duncan. Walter Harvey Stilwell.	Ottawa (Ont.)..... Ottawa (Ont.)	1,000	16 mars 1949
9400	Stilwell, Walter Harvey.	Arpenteur fédéral...	Theodore Hans Kihl Henry Alexander Sholto West.	Ottawa (Ont.)..... Ottawa (Ont.)	1,000	7 mars 1949
9401	West, Henry Alexander Sholto.	Arpenteur fédéral...	Walter Harvey Stilwell. Conrad Munro Duncan.	Ottawa (Ont.).....	1,000	7 mars 1949
9402	Dawson, D.K.F....	Arpenteur fédéral...	A. E. Dawson..... A. E. Dawson.	Glen-Williams (Ont.)	1,000	25 mars 1950
9403	Schwartz, William M	Arpenteur fédéral...	Henry H. Schwartz. George Henry Schwartz.	Municipalité rurale de Lawtonia (Sask.)	1,000	2 avril 1950
9404	Little, E. E.....	Arpenteur fédéral...	Alexander George Stewart. C. W. Caldwell.	Edmonton (Alb.)...	1,000	25 mars 1950

BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

La bibliothèque du Ministère a été constituée en 1904, année où les documents publics, logés sous les combles de l'édifice de l'Est, ont été triés et classés pour former un commencement de bibliothèque au Secrétariat d'État, bibliothèque qui comprend maintenant plus de 50,000 brochures et documents concernant la législation du Canada et des provinces, ainsi que l'histoire politique du pays. Elle contient également une foule de renseignements sur la législation des autres pays du Commonwealth et des protectorats britanniques.

On peut trouver sur les rayons de la bibliothèque les collections suivantes:

Rapports de l'État et autres publications des ministères fédéraux et provinciaux parus depuis la confédération.

Collections complètes des débats du Sénat et de la Chambre des communes et autres publications sessionnelles.

Rapports des commissions royales et des comités d'enquête parlementaires. Travaux relatifs à la législation des compagnies et à leur constitution en corporation.

Lois publiques générales du Royaume-Uni.

Débats de la Chambre impériale des lords et de la Chambre des communes.

Traité internationaux, canadiens et britanniques.

Rapports de conférences impériales, internationales, interprovinciales, etc.

Documents relatifs à la Première et à la Seconde Grande guerre.

Publications de la Société des Nations.

Bottins des principales villes du Canada.

Gazettes officielles et statuts fédéraux et provinciaux.

London Gazette.

Biographies, mémoires et lettres d'hommes d'État canadiens éminents.

Annuaire, bottins mondains, almanachs, etc.

La bibliothèque sert aussi à conserver la plupart des publications que reçoivent les fonctionnaires du Ministère, lorsqu'elles ont servi à leurs fins immédiates; elles peuvent ensuite être consultées par les personnes intéressées ou qui en ont besoin.

Au cours de la dernière année financière, la bibliothèque a reçu 11,808 publications dont 2,951 ont été distribuées, y compris celles de l'Office des Dominions distribuées aux provinces et celles du Service belge des échanges internationaux qui ont été envoyées aux principales maisons d'enseignement du Canada, aux bibliothèques et aux sociétés scientifiques, suivant les listes autorisées du Ministère.

Ces publications ont été distribuées de la manière suivante:

Lois publiques générales.....	8
Débats de la Chambre des communes.....	128
Débats de la Chambre des lords.....	48
<i>London Gazette</i>	904
Publications de l'Office des Dominions.....	804
Publications du Service belge des échanges internationaux.....	1,001
Rapport annuel du Ministère.....	58
Total.....	2,951

On a correspondu comme d'habitude avec d'autres bibliothèques et organismes à propos de l'envoi de livres aux provinces et aux autres bibliothèques.

Suivant la coutume, on a fait relier les liasses de la *London Gazette*, de la *Gazette du Canada* et des gazettes officielles des provinces pour les années 1949 et 1950, de même que les traités ratifiés par le gouvernement du Canada au cours de l'année 1946.

On a fait des recherches pour les membres du Ministère et d'autres ministères qui désiraient obtenir des arrêtés en conseil, des statuts, règlements, nominations, biographies, proclamations, faits historiques, etc.

La bibliothèque est ouverte au public. Les visiteurs comprenaient des membres du Barreau, des journalistes, des instituteurs, des auteurs de livres ou d'articles sur des sujets historiques et des étudiants. Le nombre des volumes prêtés a été de 2,205 et celui des volumes consultés sur place, de 2,236.

BUREAU DES TRADUCTIONS

OTTAWA, le 1^{er} avril 1952.

A l'honorable F. Gordon Bradley, Q.C.,
Secrétaire d'État du Canada,
Ottawa.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport du Bureau des traductions, portant sur l'année financière close le 31 mars 1952.

ORGANISATION DU BUREAU DES TRADUCTIONS

Le bureau des traductions est un organisme de service créé par la Loi du Bureau des traductions, 1934, chapitre 25, 24-25 George V. Il a pour mission de traduire les rapports administratifs ou autres, les documents, débats, bills, lois, procès-verbaux et la correspondance émanant des divers ministères du service public, des deux Chambres du Parlement, ainsi que des bureaux, services, commissions et agences créés ou nommés en vertu d'une loi du Parlement ou d'un arrêté du Gouverneur en conseil. Il ne possède aucun pouvoir discrétionnaire sur ses propres dépenses, sauf à l'égard des économies qu'il peut réaliser grâce au perfectionnement de ses méthodes de travail et à l'augmentation de son rendement. Le rythme de son expansion dépend de l'ampleur des tâches nouvelles qui lui sont confiées.

Il doit son organisation pratique aux deux principales sources qui alimentent son travail: le Parlement et les ministères.

a) Traduction parlementaire

Trois divisions sont chargées de ce travail:

1. *Division des lois.*—Traduction des projets de loi de la Chambre des communes, ainsi que des amendements qui y sont apportés; préparation des Statuts et codification administrative des lois du Parlement.
2. *Division des débats.*—Traduction quotidienne des débats de la Chambre des communes et du Sénat.
3. *Division de la traduction générale.*—Traduction des délibérations des comités des deux chambres du Parlement. Traduction de documents émanant des ministères, bureaux, commissions, etc., où il n'existe aucune division spéciale du bureau.

Entre les sessions, les trois divisions parlementaires traduisent les rapports des conférences entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, ceux des commissions royales, ainsi que des publications spéciales de toutes sortes. Elles se partagent aussi, au besoin, le surcroît du travail des divisions de ministère.

Les travaux de traduction accomplis par les divisions parlementaires, en particulier, on été très considérables en raison des deux sessions du Parlement tenues au cours de l'année.

Les Débats de la Chambre des communes comptaient 7,889 pages, ceux du Sénat, 1,293 pages, et les Procès-verbaux et témoignages de 18 comités permanents et spéciaux représentaient 5,841 pages imprimées. Cent vingt-neuf bills publics et privés (à l'exclusion des bills de divorce) nous furent confiés pour traduction, et les Statuts du Canada pour l'année 1951 forment un volume de 1,500 pages. Les traducteurs de la division des lois ont de plus vérifié et révisé plus de 2,000 pages de statuts pour la Commission de révision des statuts. Vers la fin

des deux sessions du Parlement, lorsque plusieurs comités des deux chambres siégeaient simultanément, il fallut confier la traduction d'environ quatre cents pages de débats de comités à des traducteurs du dehors. Leur travail a ensuite été vérifié et révisé par le personnel du bureau de façon à en uniformiser le style et la composition.

b) Traduction dans les ministères

Le bureau compte présentement 19 divisions qui sont chargées du travail de traduction au sein du ministère ou de l'organisme auquel elles sont affectées:

Affaires des anciens combattants	Mines et relevés techniques
Affaires extérieures	Pêcheries
Agriculture	Postes
Assurance-chômage	Ressources et développement économique
Citoyenneté et Immigration	Santé nationale et bien-être social
Commerce	Statistique
Commission du service civil	Transports
Défense nationale	Travail
Douanes et accise	Travaux publics
Finance et Impôt	

Une subdivision de la Division des lois s'occupe de préparer et de codifier la version française des ordonnances et règlements statutaires qui forment la partie II de la *Gazette du Canada*.

La réunion de la division des Finances à celle de l'Impôt sur le revenu a pu être accomplie, après avoir été retardée à cause du manque d'espace. Cette fusion de personnels travaillant à des tâches essentiellement semblables a été effectuée en vue de réaliser des économies de personnel et de matériel.

Le travail de traduction au ministère de la Défense nationale augmente de jour en jour à cause de l'expansion des plans de défense et de l'intensification du programme d'instruction. En vue d'expédier une quantité considérable de besogne qui s'était accumulée, le Bureau a confié à des spécialistes de l'extérieur la traduction des Ordonnances et règlements royaux de l'armée et de la marine, ainsi que celle de plusieurs numéros du Journal de l'Armée canadienne. Ce travail a été vérifié et révisé par le personnel du Bureau. Plusieurs nouveaux traducteurs ont été affectés à la Division de la défense, et l'on est présentement à étudier la question de rétablir avec un personnel civil le Bureau des traducteurs militaires, organisé par l'armée durant la dernière guerre et presque entièrement dispersé lors de la démobilisation.

L'accroissement de travail résultant de l'expansion des services administratifs a tenu les divisions de ministère du bureau très occupées. Elles ont traduit 102,000 lettres et mémoires, 63,000 pages imprimées de publications officielles et 128,000 pages polycopiées de circulaires, règlements, instructions, etc.

Langues étrangères: Une division spéciale s'occupe de la traduction des langues étrangères, pour le compte des divers ministères. Des employés à service continu y rendent en anglais des documents rédigés en allemand, en russe, en espagnol et en italien. Lorsqu'il arrive que des documents en d'autres langues étrangères doivent être traduits, le Bureau en confie le travail à des personnes de l'extérieur. Le surintendant vise les comptes aux fins de paiement.

Au 31 mars 1952, le Bureau comptait 233 employés, dont 165 traducteurs de toutes les classes et 68 employés de bureau et membres du personnel administratif.

J'ai le plaisir de signaler que le personnel des diverses divisions a manifesté en tout temps un véritable esprit de loyauté et de collaboration.

J'ai l'honneur d'être, monsieur le ministre,

Votre obéissant serviteur,

Le surintendant,
A.-H. BEAUBIEN.

DIVISION DES MARQUES DE COMMERCE

RAPPORT DE LA DIVISION DES MARQUES DE COMMERCE DU SECRETARIAT D'ÉTAT POUR L'ANNÉE TERMINÉE LE 31 MARS 1952

La Loi concernant la concurrence déloyale dans l'industrie et le commerce, chap. 38, 22-23 George V, sanctionnée le 13 mai 1952, est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1932. Elle remplaçait la partie concernant les marques de commerce de la Loi des marques de commerce et dessins de fabrique et régit l'inscription des marques de commerce. La Division des marques de commerce s'occupe de l'application de la Loi sur la concurrence déloyale, 1932, et de la Loi sur l'enregistrement des affiches syndicales, 1938. Elle tient les registres qu'exigent ces lois, et ceux que mentionnaient les lois précédentes concernant l'enregistrement des marques de commerce. Ces registres embrassent une période de plus de quatre-vingt-dix ans, le premier enregistrement d'une marque de commerce datant du 17 août 1861.

Durant l'année financière, 3,636 demandes d'enregistrement de marques de commerce ont été déposées et 2,806 ont été enregistrées.

Sous le régime de la Loi sur la concurrence déloyale, 1932, les registres des anciennes inscriptions doivent être tenus à jour et toutes les marques de commerce qui ne sont plus utilisées doivent en être supprimées. En vertu des articles 23, 49 et 50, des avis sont envoyés aux propriétaires de marques de commerce enregistrées dans le but de recueillir certains renseignements, et d'obtenir des déclarations supplémentaires au sujet des dessins de fabrique enregistrés, et de prévenir les propriétaires de la date d'expiration afin qu'ils puissent faire renouveler l'inscription. En conséquence, la Division a envoyé durant l'année 8,570 avis, a renouvelé 2,266 enregistrements, en a modifié 189 et annulé 1,808. Des renseignements supplémentaires au sujet de 999 marques de commerce ont été reçus.

Elle a enregistré durant l'année 1,535 cessions en vertu de la disposition de la loi qui prévoit l'enregistrement de cessions de marques de commerce enregistrées.

Le public peut obtenir des copies des inscriptions aux registres et la Division a dressé 619 copies conformes.

La Loi sur l'enregistrement des affiches syndicales, 1938, entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1938, est destinée à protéger les organismes qui, tels que les syndicats ouvriers, pouvaient autrefois faire enregistrer leurs propres marques à titre d'étiquettes syndicales, sous le régime de la Loi des marques de commerce et dessins de fabrique.

Afin de tenir le public au courant des questions touchant l'enregistrement des marques de commerce, une liste de celles qui sont enregistrées chaque semaine est publiée dans la *Gazette du Bureau des brevets, droit d'auteur et marques de commerce*.

TRAVAUX DE LA DIVISION DES MARQUES DE COMMERCE

1^{er} avril 1951 au 31 mars 1952

Demandes reçues	1951-1952	1950-1951
Demandes reçues.....	3,636	4,146
Marques de commerce enregistrées.....	2,806	3,309
Cessions de marques de commerce enregistrées....	1,535	1,665
Renouvellements de marques de commerce enregistrées.....	2,266	2,085
Modifications sous le régime des articles 42 et 49..	189	189
Changements d'adresse.....	314	220
Annulations.....	1,808	1,565
Avis réglementaires.....	8,570	6,768
Renseignements reçus sous le régime de l'article 23	22	36
Copies conformes.....	619	699
Affiche syndicale déposée.....	1	1

BUREAU DES MARQUES DE COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 1951-1952

Marques de commerce.....	\$ 79,528.91
Cessions.....	8,099.32
Renouvellements.....	35,727.87
Copies conformes.....	1,965.72
Modifications.....	895.00
Changements d'adresse.....	343.00
Avis réglementaires.....	265.00
Documents transmis à la Cour de l'Échiquier.....	5.00
Demandes d'affiches syndicales.....	25.00
Divers.....	10.00
Primes et change.....	188.61
	<hr/>
	\$ 127,053.43

RAPPORT DU COMMISSAIRE DES BREVETS POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1952

AFFAIRES GÉNÉRALES

Un tableau de l'activité de la Division des brevets de 1942-1943 à 1951-1952, inclus, figure à la page suivante. Le nombre des demandes de brevet déposées durant l'année financière 1951-1952 a été de 1,124 plus élevé que l'année précédente. Sur les 15,448 demandes déposées, 10,602 requérants réclamaient la priorité de date de dépôt en vertu de la Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle. Bien que le nombre de demandes qui ont fait l'objet d'un rapport (13,128) soit de 1,002 inférieur à celui de l'année précédente, le nombre de demandes accordées (10,123) accuse une augmentation de 661. Au cours de l'année, 9,505 brevets ont été émis. Le tableau fait voir une augmentation constante du nombre de demandes accordées et du nombre de brevets délivrés, nombres qui sont les plus élevés de toute la décennie. En outre des demandes accordées, un total de 4,171 demandes examinées ont été abandonnées. Le nombre de demandes assujéties aux dispositions de l'article 28A a été de 10. Les changements de représentants inscrits au titre de l'article 30 se sont chiffrés par 156.

Un tableau de l'activité de la Division des droits d'auteur de 1942-1943 1951-1952, inclus, fait suite à celui de la Division des brevets. Le nombre de droits d'auteur enregistrés (4,676) est passablement le même que l'an dernier. Le nombre de fiches, portant les titres d'œuvres musicales, reçues de la *Composers, Authors and Publishers Association of Canada, Limited*, s'est élevé à 1,893. Ces fiches sont rangées par ordre alphabétique dans des casiers accessibles au public. Le nombre de dessins de fabrique semble revenir au niveau d'avant-guerre. Les demandes avaient sensiblement diminué durant la guerre, sans doute à cause de la pénurie de matières premières et des restrictions frappant les articles de nouveauté et les nouveaux modèles; l'après-guerre a vu une forte augmentation et maintenant un retour au volume d'avant-guerre est en train de s'accomplir. La Division a reçu 502 demandes et en a enregistré 480.

ACTIVITÉ DE LA DIVISION DES BREVETS, DE 1943 À 1952

Année	Deman- des de caveats	Déli- vrances de caveats	Deman- des de brevets	Deman- des remises en vigueur en vertu de l'article 73	Deman- des rétablies en vertu de l'ar- ticle 31	Rapports sur les demandes	Deman- des accordées	Deman- des en déchéance	Brevets délivrés	Brevets redé- livrés	Cessions de brevets enregis- trées	Pétitions en vertu de l'article 65	Copies conformes	Brevets impri- més
1942-1943 . . .	216	233	10,024	119	34	6,364	8,152	501	7,668	18	8,530	0	3,139	.....
1943-1944 . . .	230	223	11,227	86	21	5,522	7,627	236	7,785	18	7,857	2	3,685	.....
1944-1945 . . .	319	302	12,672	95	17	5,893	7,656	292	7,069	15	8,265	0	4,218	.....
1945-1946 . . .	431	421	14,778	127	17	5,572	5,088	282	7,400	12	8,964	0	5,319	.....
1946-1947 . . .	442	438	16,922	113	36	8,220	7,247	291	6,574	16	11,063	1	5,866	.....
1947-1948 . . .	313	313	16,585	64	47	10,302	8,077	441	7,162	13	13,656	0	6,267	.....
1948-1949 . . .	331	326	12,751	55	63	12,306	9,348	481	7,941	18	13,325	3	6,240	508
1949-1950 . . .	404	356	13,172	46	38	12,542	8,908	715	8,507	6	12,811	2	4,583	7,814
1950-1951 . . .	325	391	14,324	50	43	14,130	9,462	576	8,450	11	11,437	3	5,460	12,576
1951-1952 . . .	253	253	15,448	36	34	13,128	10,123	614	9,505	11	11,621	1	6,038	10,385

ACTIVITÉ DE LA DIVISION DES DROITS D'AUTEUR ET DES DESSINS DE FABRIQUE, DE 1943 À 1952

Année	Droits d'auteur					Dessins de fabrique				Marques de bois			Rapports des demandes relatives aux droits d'auteur, dessins de fabrique et marques de bois	Copies conformes des droits d'auteur, dessins de fabrique et marques de bois
	Demandes reçues	Droits d'auteur enregistrés	Cessions enregistrées	Demandes de licences de reproduire ou d'utiliser	Licences accordées	Demandes reçues	Dessins enregistrés	Enregistrements renouvelés	Cessions enregistrées	Demandes reçues	Marques enregistrées	Cessions enregistrées		
1942-1943 . . .	3, 299	3, 214	305	190	176	258	177	106	42	12	9	2	248	43
1943-1944 . . .	2, 807	2, 869	287	326	314	291	266	148	25	10	8	3	488	83
1944-1945 . . .	3, 531	3, 374	365	287	300	403	326	136	51	8	10	6	364	58
1945-1946 . . .	3, 848	3, 823	253	0	0	858	525	91	65	10	5	56	1, 228	152
1946-1947 . . .	4, 228	4, 102	388	5	5	933	769	73	96	21	15	10	1, 114	94
1947-1948 . . .	4, 196	4, 002	291	3	3	704	730	32	93	8	7	1	1, 231	136
1948-1949 . . .	4, 145	4, 219	243	8	9	630	795	77	95	31	20	0	1, 071	230
1949-1950 . . .	4, 585	4, 488	327	4	5	720	653	72	98	12	7	1	1, 167	242
1950-1951 . . .	4, 787	4, 700	419	1	1	649	628	115	91	10	4	2	887	287
1951-1952 . . .	4, 666	4, 676	437	0	0	502	480	152	59	14	10	1	843	264

RECETTES ET DÉPENSES

Les recettes et dépenses de la décennie terminée le 31 mars 1952 figurent à l'état suivant.

RECETTES ET DÉPENSES DE 1943 À 1952

Année	Recettes	Dépenses				Excédent	Déficit
		Traitements	Impression des brevets*	Autres dépenses	Total		
	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
1942-1943.....	362,288 02	178,932 96†	29,866 81	15,226 30	224,026 07	138,261 95	.....
1943-1944.....	381,658 03	171,853 90†	30,500 00	13,788 31	216,142 21	165,515 82	.....
1944-1945.....	405,439 87	176,957 70†	31,043 03	15,417 68	223,418 41	182,021 46	.....
1945-1946.....	439,356 59	190,842 91†	34,500 00	14,485 78	239,828 69	199,527 90	.....
1946-1947.....	471,030 64	214,289 00†	36,500 00	22,855 94	273,644 94	197,385 70	.....
1947-1948.....	649,808 41	259,727 08	42,900 00	27,472 15	330,099 23	319,709 18	.....
1948-1949.....	643,234 55	306,670 69	60,016 14	45,086 03	411,772 86	231,461 69	.....
1949-1950.....	656,097 40	352,867 80	234,105 68	37,275 56	624,249 04	31,848 36	.....
1950-1951.....	680,918 88	386,463 29	498,745 49	40,009 83	925,218 61	.....	244,299 73
1951-1952.....	747,624 06	421,890 54	368,431 54	36,710 97	827,033 05	.....	79,408 99

NOTES.—Les traitements des employés temporaires figurent aux Traitements plutôt qu'aux autres dépenses depuis 1942-1943.

* Les chiffres de 1942-1943 à 1948-1949 indiquent les frais de la Gazette du Bureau des brevets seulement; ceux de 1949-1950 à 1951-1952 comprennent aussi les frais d'impression des brevets.

† Comprend l'indemnité de vie chère.

La recette totale de l'année financière terminée le 31 mars 1952 est de \$66,705.18 plus forte que l'année précédente tandis que la dépense totale est en baisse de \$98,185.56. Le déficit, comparativement à celui de l'année précédente, est donc de \$164,890.74 moins élevé. La recette totale comprend \$728,241.44 de taxes perçues par la Division des brevets et \$19,382.62 de taxes perçues par celle des droits d'auteur. La dépense en traitements dépasse de \$35,427.25 celle de l'an dernier, augmentation qui tient presque entièrement au relèvement général des traitements. La dépense relative à l'impression des brevets comprend une somme de \$74,413.93 en frais d'impression de la Gazette du Bureau des brevets et de 352 brevets délivrés durant l'année 1948. La réduction des frais d'impression de brevets (\$130,313.95) est due à une baisse de 2,191 du nombre de brevets imprimés ainsi qu'à l'absence cette année de paiement d'arrérages contrairement à l'an dernier (\$72,491.07). Les autres dépenses accusent aussi une diminution de \$3,298.86 sur l'année précédente.

Un état des taxes perçues par la Division des brevets de 1942-1943 à 1951-1952, incluse, paraît à la page suivante. La recette totale de la division en l'année financière 1951-1952 accuse une augmentation de \$67,171.49 sur l'année précédente, augmentation qui résulte surtout du paiement d'un plus grand nombre de taxes de dépôt et de taxes finales à l'égard d'un plus grand nombre de demandes de brevets déposées et de brevets délivrés.

TAXES PERÇUES PAR LA DIVISION DES BREVETS, DE 1943 À 1952

Année	Dépôt	Reven- dica- tions addi- tion- nelles		Complé- tément		Divul- gation supplé- mentaire		Amende- ment après ad- mission		Finales		Reddéli- vrance		Remise en vigueur de de- mandes		Rétablis- sement de de- mandes		Articles 40, 46, 65, 66			
		\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.
1942-1943.	150,306 50	3,601 75	.....	.....	.....	1,364 00	154,920 00	465 00	945 00	598 00	70 00										
1943-1944.	168,126 03	3,728 93	.....	.....	.....	1,715 00	152,676 34	480 00	1,275 00	407 00	90 00										
1944-1945.	189,978 37	4,367 63	.....	.....	.....	1,335 00	147,170 00	750 00	1,160 00	415 00	10 00										
1945-1946.	221,441 00	4,197 18	.....	.....	.....	1,370 44	144,006 55	630 00	1,275 00	375 00	.....									
1946-1947.	253,788 75	3,750 60	.....	.....	.....	1,560 00	134,945 81	180 00	1,110 00	600 00	45 00										
1947-1948.	377,025 85	12,897 00	.....	.....	.....	1,340 00	164,220 00	555 00	1,340 00	1,100 00	.....									
1948-1949.	318,856 82	12,541 50	972 00	165 00	1,240 00	208,980 75	80 00	1,325 00	1,445 00	40 00											
1949-1950.	329,348 50	11,768 00	4,602 00	510 50	1,180 00	211,309 29	560 00	910 00	950 00	24 00											
1950-1951.	357,968 87	12,851 00	4,456 45	595 00	1,215 00	211,189 40	458 00	980 00	940 00	115 00											
1951-1952.	386,066 12	14,283 17	4,815 00	970 00	1,035 00	240,754 77	600 00	720 00	680 00	110 00											

TAXES PERÇUES PAR LA DIVISION DES BREVETS, DE 1943 À 1952—fin

Année	Cessions	Copies conformes et im- primées		Caveats	Gazette du Bureau des brevets		Agents en brevets		Recher- ches au titre de l'article 11		Prime et change		Divers, repré- sentant, désaveu, remise à plus tard		Total	
		\$	c.		\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.
1942-1943.	21,180 86	6,994 69	1,089 00	4,517 74	221 00	315 00	1,066 24	380 92	348,035 70							
1943-1944.	21,853 72	8,546 12	1,077 11	5,051 87	194 55	454 00	1,096 26	918 16	366,253 51							
1944-1945.	23,088 00	10,635 64	1,782 50	5,377 39	255 25	638 00	1,101 77	528 11	388,592 66							
1945-1946.	25,671 30	12,023 79	2,267 50	6,176 37	265 00	645 50	1,024 36	169 53	421,538 52							
1946-1947.	33,854 89	12,461 66	2,414 00	5,924 05	371 00	750 00	246 41	190 72	452,192 89							
1947-1948.	46,959 37	14,658 98	2,874 25	6,103 69	400 00	1,361 75	4 33	1,088 35	631,928 57							
1948-1949.	50,143 00	14,442 38	3,505 50	6,397 15	2,180 00	1,517 00	9 98	1,609 52	625,450 60							
1949-1950.	38,314 06	20,874 74	3,957 25	5,803 58	3,588 95	1,756 50	1,191 28	123 58	636,772 23							
1950-1951.	38,832 12	15,375 73	3,020 00	5,901 66	3,805 00	1,870 00	1,369 62	129 10	661,069 95							
1951-1952.	42,054 21	20,669 19	2,595 00	5,841 84	3,787 88	2,358 00	683 04	218 22	728,241 44							

Les taxes perçues par la Division des droits d'auteur et des dessins de fabrique de 1942-1943 à 1951-1952, inclus, figurent au tableau suivant. La recette totale de la division en 1951-1952 est de \$466.31 inférieure à celle de l'année précédente.

TAXES PERÇUES PAR LA DIVISION DES DROITS D'AUTEUR ET DES DESSINS DE FABRIQUE
1943 À 1952

Année	Droit d'auteur	Dessin de fabrique			Marque de bois	Cessions	Copies	Licence	Prime et change	Divers	Total
		Dépôt	Renou- vellement	Renou- vellement supplé- mentaire							
1942-1943.	9,575 35	987 00	1,036 00	.....	20 00	405 38	41 00	1,803 00	375 72	8 87	14,252 32
1943-1944.	8,565 10	1,491 99	1,590 00	.....	21 00	429 00	239 00	3,007 00	314 97	61 43	15,404 52
1944-1945.	10,148 66	1,940 00	1,260 00	.....	12 00	746 59	65 00	2,386 00	324 24	*35 28	16,847 21
1945-1946.	11,613 13	4,188 00	975 00	.....	27 50	548 00	100 65	.....	332 71	33 08	17,818 07
1946-1947.	12,529 33	4,518 98	760 00	.....	40 00	729 82	119 00	20 00	110 76	9 86	18,837 75
1947-1948.	12,157 83	3,453 00	315 00	.....	14 00	527 00	163 15	1,239 94	6 50	3 42	17,879 84
1948-1949.	12,780 00	3,048 00	810 00	70 00	56 00	598 00	292 10	102 00	7 60	20 25	17,783 95
1949-1950.	13,666 01	3,567 00	945 00	5 00	24 00	544 00	306 00	40 00	209 66	18 50	19,325 17
1950-1951.	14,333 72	3,210 49	865 00	5 00	19 00	719 00	404 05	10 00	282 37	30	19,848 93
1951-1952.	14,047 14	2,447 00	1,595 00	45 00	28 00	614 95	428 21	.....	153 07	24 25	19,382 62

* Remboursement en trop d'une taxe de licence de droit d'auteur.

CONCESSIONS DE BREVETS

Le nombre des brevets concédés s'est chiffré par 9,505 et celui des redélivrances au titre de l'article 49, par 11. Sur le total, 9,514 valent pour dix-sept ans et deux, pour dix-huit ans. Des brevets au nombre de 445 ont été délivrés au titre de l'article 28A et deux, au titre de l'article 46. Les brevets délivrés aux cessionnaires de l'intérêt entier se sont élevés à 7,167; conjointement aux inventeurs et aux cessionnaires d'une partie de l'intérêt, à 118; aux inventeurs, à 2,231; et aux représentants légaux, à 16. Les brevets à l'égard d'inventions revendiquées par deux personnes ou plus se sont totalisés à 2,187 et par une seule personne, à 7,329. Sur tous les brevets concédés, 65 ont été délivrés à des femmes, 32 conjointement à des hommes et des femmes et 9,419 à des hommes. Les brevets concédés à des Canadiens se sont chiffrés par 1,538. Un total de 9,451 brevets ont été rédigés en anglais et 65 en français. Sept brevets ont été dédiés au public canadien.

DÉCHÉANCES, REMISES EN VIGUEUR ET RÉTABLISSEMENTS

Faute de paiement des taxes finales dans le délai prescrit à l'article 73, 614 demandes sont tombées en déchéance. Trente-six demandes ont été remises en vigueur sur paiement des taxes de remise en vigueur et des taxes finales. Parmi les demandes périmées faute d'avoir été complétées et poursuivies dans le délai prescrit à l'article 31, 34 ont été rétablies.

CONFLIT DE DEMANDES DE BREVETS

Au début de l'année, cinq conflits entre dix demandes se trouvaient pendants au titre de l'article 44. Au cours de l'année, quatre avis de conflit apparent entre dix demandes ont été envoyés et sept décisions ont été rendues portant sur quatorze demandes. A la fin de l'année, deux conflits impliquant six demandes se trouvaient pendants.

ACCORD DE LONDRES

Au début de l'année, quatre demandes de licence de fabrication au titre des dispositions de l'accord de Londres, portant sur soixante brevets, étaient pendantes. Au cours de l'année, trois demandes portant sur trois brevets ont été présentées et quatre licences portant sur cinq brevets ont été accordées. A la fin de l'année, trois demandes de licence de fabrication, portant sur cinquante-huit brevets, étaient pendantes.

ARTICLE 40

A la fin de l'année financière, une seule demande de licence au titre de l'article 40, portant sur un brevet, était pendante. Aucune demande n'a été présentée durant l'année et aucune licence n'a été accordée.

ARTICLE 65

Les huit demandes de licence de fabrication, portant sur dix-huit brevets, qui étaient pendantes à la fin de l'année dernière l'étaient encore à la fin de la présente année. Au cours de l'année, une demande de licence portant sur neuf brevets a été présentée et aucune licence n'a été accordée ni retirée. A la fin de l'année restaient pendantes neuf demandes de licence de fabrication portant sur vingt-sept brevets.

TENDANCE DES INVENTIONS

Le tableau ci-dessous indique le numéro de groupe, le domaine de l'invention, le nombre de demandes classées dans chaque groupe en l'année financière 1951-1952 et le pourcentage du nombre total de demandes classées et portées dans chaque groupe au cours des deux dernières années.

Numéro de groupe	Domaine de l'invention	1951-1952		1950-1951
		Nombre de demandes	Pourcentage du total	Pourcentage du total
I	Produits chimiques (organiques).....	1,480	9.58	8.43
II	Produits chimiques (inorganiques) et domaines connexes.....	1,813	11.73	10.37
III	Enduisage et façonnage de plastiques.....	1,086	7.03	6.93
IV	Transmissions et communications.....	1,314	8.50	7.66
V	Électricité.....	1,424	9.22	8.25
VI	Transports et éléments de machines.....	1,134	7.34	7.58
VII	Textiles et papier.....	856	5.54	6.24
VIII	Agriculture, travail de la terre et manutention de matières.....	1,309	8.47	9.12
IX	Chaleur et énergie.....	1,239	8.02	8.46
X	Édifices et réceptacles.....	824	5.33	6.58
XI	Machines et outils de travail sur métaux et sur bois.....	835	5.40	5.14
XII	Appareils de ménage, de bureau et de médecine.....	1,190	7.70	9.47
XIII	Artillerie, optique et beaux-arts.....	948	6.14	5.77
	Total.....	15,452	100.00	100.00

Le tableau ci-dessus fait voir que l'invention reste active dans tous les domaines.

RÉSIDENTENCE DES INVENTEURS QUI ONT DÉPOSÉ UNE DEMANDE

L'Appendice A donne le pays de résidence des inventeurs qui ont déposé une demande de brevet et le nombre de demandes déposées chacune des années financières 1948 à 1952, incluse.

RÉSIDENTENCE DES INVENTEURS QUI ONT OBTENU UN BREVET

L'Appendice B donne le pays de résidence des inventeurs qui ont obtenu un brevet et le nombre de brevets accordés durant les deux dernières années aux ressortissants des divers pays.

REGISTRE DES AGENTS EN BREVETS

Aux termes des dispositions de l'article 15 de la Loi de 1935 sur les brevets et des Règles de 1948 concernant le registre des agents en brevets, le nom de soixante agents a été ajouté au registre. Le nom de cinquante-quatre agents, qui n'ont pas observé la règle 8, a été rayé du registre. Un examen pour certificat d'aptitude aux termes de la règle 8 a été tenu à Ottawa, Montréal, Toronto et Vancouver le 22 octobre 1951. Sur les onze candidats, quatre ont réussi. A la fin de l'année, le registre portait le nom de 991 procureurs de brevets et agents en brevets.

GAZETTE DU BUREAU DES BREVETS

Conformément à l'article 25 de la Loi de 1935 sur les brevets, la *Gazette du Bureau des brevets, droits d'auteur et marques de commerce*, journal officiel du Bureau, a paru le mardi de chaque semaine. Chaque livraison renfermait les principaux dessins et les principales revendications des brevets concédés à la date de la publication, les avis et autres procédures en exécution de la loi, la liste des droits d'auteur et des cessions de droits d'auteur, l'abrégé des dessins et marques de commerce enregistrés pendant la semaine. Le nombre des abonnés au cours de l'année a été de 558. Outre les exemplaires envoyés aux abonnés et vendus au public, la *Gazette* a été distribuée gratuitement à soixante-dix-huit bibliothèques gouvernementales, universitaires et publiques du Canada, à quarante et une bibliothèques de la Grande-Bretagne, à dix-sept bibliothèques d'autres pays du Commonwealth des nations britanniques, à trente-six bibliothèques des États-Unis d'Amérique, à vingt et un bureaux des brevets et instituts étrangers et à trois bureaux consulaires et commerciaux.

En retour, le Bureau a reçu les journaux, index et rapports des brevets, dessins et droits d'auteur des bureaux des brevets des pays suivants: Afrique du Sud, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, États-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Inde, Italie, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, Suède, Suisse et Turquie.

La *Gazette* a aussi été échangée contre vingt et un périodiques scientifiques et bulletins commerciaux qui servent au Bureau.

IMPRESSION DES BREVETS

Une division du Département des impressions et de la papeterie publique installée au *Canadian Building* a reproduit au cours de l'année 10,385 brevets, dont 352 brevets délivrés en 1948. Le nombre d'exemplaires vendus a été de 33,202 et celui des exemplaires distribués gratuitement, de 170,870. Des exemplaires des brevets sont disponibles le jour même de leur délivrance et se vendent vingt-cinq cents chacun, sauf les exemplaires de plus de cinquante pages dont le prix est de \$1. Le numéro hebdomadaire de la *Gazette du Bureau des brevets* est aussi imprimé au *Canadian Building* par le Département des impressions et de la papeterie publique.

BIBLIOTHÈQUE DU BUREAU DES BREVETS

Au cours de l'année, 635 volumes se sont ajoutés à la bibliothèque. Le Bureau a continué de recevoir des exemplaires des brevets courants de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Suisse, de la Suède et des États-Unis. Il a aussi reçu des journaux, index et rapports de brevets des pays susmentionnés ainsi que du Brésil, de l'Inde, du Japon, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, du Pakistan et de l'Afrique du Sud.

La bibliothèque possède maintenant des exemplaires des brevets concédés depuis les dates indiquées jusqu'à nos jours par les pays suivants: Grande-Bretagne (1617), États-Unis d'Amérique (1845), France (1902), Italie (1925), Australie (1926), Pays-Bas (1947), Suède (1947), Suisse (1949), Autriche (1949) et Belgique (1950).

Tous les brevets des États-Unis depuis 1934 sont groupés selon le classement en vigueur à l'époque de la délivrance de chaque brevet.

La bibliothèque renferme 20,431 volumes en tout.

PERSONNEL

Le personnel établi de l'année financière courante comprenait 165 employés. La moyenne de l'année a été de 149 employés, dont 78 permanents et 71 temporaires.

BREVETS DE TERRE-NEUVE

Aux termes de la clause 20 (3) des Conditions de l'union de Terre-Neuve au Canada, cinq demandes de brevets sous le régime des lois de Terre-Neuve étaient encore pendantes à la fin de l'année, avis d'opposition à la concession de ces brevets ayant été déposé contre chaque demande.

Le commissaire des brevets,

J. W. T. MICHEL.

APPENDICE A

RÉSIDENCE DES INVENTEURS QUI ONT DÉPOSÉ UNE DEMANDE

	1948	1949	1950	1951	1952
Canada.....	(1,558)	(1,381)	(1,417)	(1,282)	(1,156)
Alberta.....	105	98	98	80	74
Colombie-Britannique.....	172	149	117	144	138
Manitoba.....	97	95	96	87	56
Nouveau-Brunswick.....	16	12	17	18	10
Terre-Neuve.....	0	1	1	1	3*
Nouvelle-Écosse.....	18	23	13	13	18
Ontario.....	581	491	539	483	482
Île du Prince-Édouard.....	0	2	2	2	1
Québec.....	518	450	473	410	337
Saskatchewan.....	51	57	59	43	37
Yukon et T. du N.-O.....	0	4	2	1	0
Angleterre.....	2,075	1,580	1,607	1,593	1,835
Écosse.....	99	83	100	58	72
Pays de Galles.....	14	20	14	17	16
Irlande du Nord.....	3	6	4	8	2
Îles Normandes.....	0	1	0	0	0
République irlandaise.....	5	3	0	2	5
Australie.....	93	83	73	79	87
Bermudes.....	2	0	0	0	0
Îles Bahama.....	0	1	0	0	1
Ceylan.....	0	0	2	1	0
Égypte.....	2	1	0	2	2
Inde.....	7	5	2	2	0
États malais fédérés.....	0	1	0	0	0
Antilles britanniques.....	0	0	1	0	0
Nouvelle-Zélande.....	22	15	24	23	12
Israël.....	1	0	3	2	2
Palestine.....	5	0	0	0	0
Singapour.....	1	0	1	1	1
Afrique du Sud.....	47	24	15	38	22
Afrique orientale, Tanganyika.....	0	0	0	1	2
Trinidad.....	3	0	0	2	0
Alaska.....	0	0	1	1	6
Algérie.....	0	1	0	3	2
Argentine.....	17	30	37	14	20
Autriche.....	60	35	40	41	44
Bavière.....	0	0	3	0	0
Belgique.....	100	57	70	66	53
Bésil.....	6	7	9	5	4
Chili.....	1	3	2	0	2
Colombie.....	0	0	1	0	1
Costa-Rica.....	0	0	1	0	0
Cuba.....	2	2	1	3	4
Tchécoslovaquie.....	57	54	34	22	9
Danemark.....	76	27	34	36	44
République dominicaine.....	0	0	2	1	0
Fidji.....	0	0	0	1	0
Finlande.....	25	14	11	12	10
France.....	595	327	348	312	354
Allemagne.....	76	16	170	453	597
Grèce.....	0	1	1	1	0
Hawaï.....	0	0	2	4	0
Hongrie.....	6	10	5	6	7
Islande.....	0	0	1	0	0
Indonésie.....	0	0	0	0	2
Île de Man.....	0	0	1	0	0
Italie.....	62	55	77	70	75
Japon.....	0	0	0	8	10
Liban.....	0	1	0	1	1
Principauté de Liechtenstein.....	0	0	2	5	4
Luxembourg.....	4	1	0	4	0
Malaisie.....	0	0	1	2	1
Malte.....	0	0	1	0	0
Mexique.....	3	4	6	5	9
Maroc.....	7	0	4	2	3
Pays-Bas.....	305	294	146	267	327
Indes néerlandaises.....	7	0	0	0	0
Norvège.....	86	50	39	46	53

* Terre-Neuve est devenue province canadienne au début de l'année financière 1949-1950.

APPENDICE A—Fin

RÉSIDENTENCE DES INVENTEURS QUI ONT DÉPOSÉ UNE DEMANDE—Fin

	1948	1949	1950	1951	1952
Zone du canal de Panama.....	1	0	0	1	2
Pérou.....	1	2	0	2	0
Îles Philippines.....	0	1	0	0	0
Pologne.....	5	0	1	1	1
Portugal.....	2	1	2	5	0
Afrique orientale portugaise.....	0	1	0	0	0
Porto-Rico.....	1	0	1	0	1
Roumanie.....	0	1	0	0	0
La Sarre.....	0	0	1	0	0
Rhodésie du Sud.....	0	0	3	2	0
Espagne.....	17	14	22	20	15
Suède.....	221	226	239	213	262
Suisse.....	379	224	225	266	342
États-Unis d'Amérique.....	10,524	8,082	8,361	9,306	9,966
Uruguay.....	1	2	1	3	0
Venezuela.....	1	3	3	2	1
Yougoslavie.....	0	0	0	1	1
Total.....	16,585	12,751	13,172	14,324	15,448

APPENDICE B

RÉSIDENCE DES INVENTEURS QUI ONT OBTENU UN BREVET

	1950- 1951	1951- 1952		1950- 1951	1951- 1952
Canada—			Europe—		
Ontario.....	238	266	France.....	131	164
Québec.....	199	225	Suisse.....	109	125
Colombie-Britannique.....	58	63	Pays-Bas.....	131	250
Manitoba.....	52	57	Suède.....	97	103
Alberta.....	36	42	Allemagne.....	33	36
Saskatchewan.....	26	33	Norvège.....	19	33
Nouvelle-Écosse.....	8	10	Belgique.....	22	22
Nouveau-Brunswick.....	6	10	Danemark.....	21	13
Île du Prince-Édouard.....	0	1	Finlande.....	5	12
Terre-Neuve.....	1	0	Tchécoslovaquie.....	8	11
Yukon et Territoires du N.-O.....	3	1	Italie.....	8	17
Total.....	627	708	Espagne.....	8	3
			Monaco.....	2	0
Royaume-Uni—			U.R.S.S.....	0	1
Angleterre.....	825	916	Autriche.....	3	6
Écosse.....	25	67	Hongrie.....	0	3
Pays de Galles.....	7	6	Total.....	597	799
Irlande du Nord.....	0	3			
Îles Normandes.....	0	1	Afrique—		
Total.....	857	993	Égypte.....	0	1
			Maroc.....	1	0
Dominions, colonies et protectorats britanniques—			Total.....	1	1
Commonwealth australien.....	42	58			
Union Sud-Africaine.....	16	15	Asie—		
Nouvelle-Zélande.....	9	10	Fédération de la Malaisie.....	0	1
République irlandaise.....	1	2	Inde.....	3	0
Bermudes.....	1	0	Israël.....	0	1
Îles Bahama.....	1	0	Philippines.....	0	1
Brunéi.....	1	0	Total.....	3	3
Singapour.....	0	1			
Trinité.....	1	0	Total général.....	8,461	9,516
Total.....	72	86			
Amérique—					
États-Unis.....	6,289	6,909			
République argentine.....	5	10			
Cuba.....	4	0			
Mexique.....	3	2			
Antilles néerlandaises.....	1	0			
Brésil.....	1	2			
Pérou.....	1	0			
Chili.....	0	1			
Uruguay.....	0	1			
Venezuela.....	0	1			
Total.....	6,304	6,926			